

**V E R S**  
MAIRIE

Vu,  
Le Commissaire-Enquêteur  
Chantal CIUTAD

*Ch. Linsad*



Envoyé en préfecture le 22/05/2017

Reçu en préfecture le 23/05/2017

Affiché le 22/05/2017

N° A2017\_061

UD : 074-217402965-20170522-A2017\_061-AR

## ARRETE PORTANT OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET D'ALIENATION D'UN CHEMIN RURAL

**Le Maire de la commune de VERS,**

- Vu les articles L 161-10 et L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime,
- Vu les articles R 161-25 à R 161-27 du code rural et de la pêche maritime,
- Vu le code des relations entre le public et l'administration,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°D2017\_012 en date du 09 février 2017 actant le principe de l'échange d'une partie du chemin rural de Longeraie suite au constat que ledit chemin n'est plus utilisé,
- Vu le dossier d'enquête publique mis à disposition du public,
- Considérant que le projet retenu par le Conseil Municipal nécessite la réalisation d'une enquête publique,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le projet d'aliénation d'une partie du chemin rural de Longeraie en vue de son échange avec une partie des parcelles B28 et B31 pour permettre l'aménagement d'une voie à mobilité douce entre Vers et Maison-Neuve est soumis à une enquête publique destinée à recueillir les observations de la population.  
Cette enquête se déroulera : **du vendredi 9 juin 2017 au lundi 26 juin 2017 inclus.**

**ARTICLE 2 :** Madame Chantal CIUTAD est désignée en qualité de Commissaire-enquêteur et se tiendra à la disposition du public en Mairie :

- **Le vendredi 09 juin 2017 de 8h30 à 9h30,**
- **Le lundi 26 juin 2017 de 17h à 18h.**

**ARTICLE 3 :** Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert, coté et paraphé par le Commissaire-enquêteur, seront déposés à la Mairie de Vers pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture et consigner éventuellement ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête. Ces dernières pourront également être envoyées par voie postale à l'adresse suivante : Mme le Commissaire-enquêteur, Mairie de Vers, 31 route de Valleiry, 74160 VERS. Elles devront parvenir à destination avant la date et heure de clôture de l'enquête.

Les pièces du dossier seront également disponibles sur le site Internet de la Commune à l'adresse : [www.vers74.fr](http://www.vers74.fr)

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera affiché sur le panneau d'affichage de la Mairie et à l'entrée du chemin rural de Longeraie 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de ces formalités sera constaté et justifié par un certificat du Maire établi à l'issue de l'enquête publique.

En outre, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, la Mairie de Vers fera publier un avis au public dans deux journaux diffusés dans le département.

Envoyé en préfecture le 22/05/2017

Reçu en préfecture le 23/05/2017

ID : 074-217402965-20170522-A2017\_061-AR

**ARTICLE 5 :** À la date de clôture de l'enquête publique, le registre sera clos par le Commissaire-enquêteur.

Celui-ci disposera alors d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire son rapport et ses conclusions. Ces documents seront ensuite laissés à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

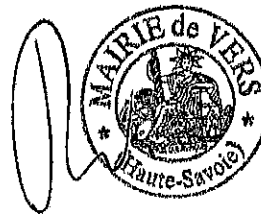
**ARTICLE 6 :** Après remise du rapport et des conclusions du Commissaire-enquêteur, le Conseil municipal délibérera. Cette délibération sera ensuite transmise à M. le Préfet de Haute-Savoie pour approbation dans le délai de deux mois prévu par la loi.

**ARTICLE 7 :** Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Commissaire-enquêteur et dont copie sera adressée Monsieur le Sous-préfet de Saint-Julien en Genevois.

Fait à Vers le 22 mai 2017  
Le Maire : Raymond VILLET

Le Maire,  
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte affiché le : 22/05/2017  
Et télétransmis au contrôle de légalité le : 22/05/2017  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Maire, Raymond VILLET



Notifié le 22.5.2017  
Signature du Commissaire-  
enquêteur :

*Ch. Luvet*